

# CORRIGÉ

Par Alain Nonjon, professeur au lycée Michelet à Vanves.

*Sujet bienvenu car l'agriculture est un secteur quelque peu délaissé des politiques publiques... et des concours !*

*Sujet qui va au-delà des mutations du secteur agricole, du passage de la ferme à la firme mais qui couvre les rapports de force mondiaux dans un contexte où la malnutrition se rigidifie et où l'agriculture redevient un facteur de puissance (Brésil, Inde).*

*Sujet dont la formulation complexe et surprenante (depuis le mur de Berlin ?) ne devait pas faire oublier que la question nourrir 7 milliards d'hommes a été (cf. Ecricome 2008) et est un des enjeux cruciaux du développement, des échanges et des risques de la planète.*

« On a trouvé en bonne politique le secret de faire mourir de faim ceux qui en cultivant la terre font vivre les autres » Voltaire (1664-1778)

## Problématique

Parmi les objectifs du millénaire (2000), l'objectif sinon d'éradication de la faim du moins de diminution de moitié du nombre de malnutris d'ici à 2015 paraissait gérable... jusqu'à la crise alimentaire de 2008 et ses répliques depuis. Si le risque systémique agricole n'a pas fondamentalement évolué, les enjeux du défi alimentaire se complexifient dans les contrastes de situation, dans l'instrumentalisation des pénuries, dans la portée environnementale et économique de certains choix culturels, dans les rapports de force qui s'installent entre producteurs et importateurs. La géopolitique de la faim n'est-elle pas le miroir des évolutions du XXI<sup>e</sup> siècle ?

## I. Le défi alimentaire mondial actuel sédimente de nombreux paradoxes

### A/ Intensification et progrès continus... mais pénuries et malnutrition non contenues

La mécanisation, la motorisation, sont parties à la conquête du monde et si certaines agricultures vivent encore à l'heure de la houe et du sarcloir, beaucoup assouviennent leurs techno fantasmes, tracteurs très puissants (machines combinant techniques d'aspersion et d'irrigation en vitrine au salon de l'agriculture). L'industrialisation de l'agriculture est continue : les PGM (plantes génétiquement modifiées) ne sont qu'un des aspects des avancées des biotechnologies aptes à fournir de nouvelles espèces hybrides conditionnées pour résister à des parasitoses à certaines conditions climatiques. Ainsi le maïs génétiquement modifié est cultivé sur 25 000 ha en 2014 (plus de 5 fois la production de 2013 !) et ils résistent au stress hydrique. L'irrigation enregistre des progrès rapides (multiplier par 5,5 depuis 1950) et les 275 millions d'ha irrigués dans le monde concourent à plus du tiers de l'agriculture mondiale. Des terres de plus en plus décalées par rapport aux optima climatiques des plantes sont conquises face à la désertification ou aux froids extrêmes. Même confidentielles, les semences paysannes déjà montrent la voie d'une agriculture économe en eau. L'agriculture hors sol n'est plus une innovation, une curiosité, c'est un type de culture. De fait l'offre alimentaire paraît suffisante. La

<https://vertuprepas.com/>

production alimentaire progresse à un rythme moyen supérieur à celui de la croissance démographique (+1,5 % contre 1 % par an), ceci du plus à l'accroissement des rendements par ha qu'à l'augmentation des superficies cultivées. Aujourd'hui chaque habitant dispose théoriquement de 2 800 kilocalories / jour contre 2 300 en 1960 alors qu'une ration de 2 500 kilocalories est jugée suffisante. De plus les échanges alimentaires permettent de compenser éventuellement des déficits locaux. Des calculs du PNUE concluent même que la production agricole mondiale actuelle pourrait fournir 4 600 kcal par personne par jour. Mais sur ces 4 600 kcal, 1 400 kcal sont perdus ou gaspillés et 1 200 kcal sont perdus dans le processus peu efficace qui consiste à nourrir les animaux avec des récoltes qui pourraient nourrir les hommes. Seulement 30 % des calories ingérées par l'animal sont restituées sous forme de viande et de produits laitiers destinés à la consommation humaine, bref de quoi différer les grandes peurs nées de l'insécurité alimentaire.

Mais malgré ces progrès la sous alimentation frappe 805 millions de personnes en 2014 (contre 1014 millions en 1992, moins de 19 % de la population mondiale à 11 %). Elle sévit sur le continent africain et la barre du milliard a failli être de nouveau dépassée en rupture avec les objectifs du millénaire. En 2000 réduction de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes souffrant de la faim et cet échec conditionne aussi l'échec des objectifs sanitaires éducatifs, sociaux (inégalités filles-garçons), la malnutrition est telle qu'un quart des enfants de moins de 5 ans ont des retards de croissance. 2 Mds d'individus souffrent de carences en micronutriments. De même malgré les logiques d'intensification, les exploitations familiales sont de très loin majoritaires : elles réalisent 60 à 70 % de la production mondiale agricole et mobilisent 90 % du travail agricole et plus de 90 % des exploitations agricoles de la planète couvrent moins de 5 ha et 70 % moins de 1 ha (Cirad AFD 2013). Force est de remarquer cependant que l'exploitation familiale n'est pas imperméable aux innovations, aux biotechnologies de pointe. Sur les 16,5 M d'agriculteurs dans le monde cultivant des OGM en 2013 90 % étaient des agriculteurs chinois ou burkinabé en disposant que d'exploitations limitées en superficie.

## **B/ Des famines en réel recul, des déséquilibres tenaces très instrumentalisés**

Les famines sont régionales, associées à des disettes de soudure, instrumentalisées dans des conflits (Kurdes sous Saddam Hussein ou karens au Myanmar) et la faim la plus aiguë, la famine implique moins des pays traditionnellement démunis au niveau alimentaire (Sahel, Nordeste brésilien pays andins Asie du Sud) mais des pays qui apparemment n'étaient pas prédisposés à connaître la faim (Congo, Zimbabwe, Corée du Nord, Soudan) mais où la malnutrition résulte de troubles politiques et de guerres. S. Brunel analyse ainsi les famines comme un outil de contrôle ou d'élimination de populations indésirables. Les famines naturelles sont quasi disparues (sécheresse, inondations, insectes ravageurs) car des mécanismes de rééquilibrages sont mis en place et elles sont relayées par des famines orchestrées : nomades recevant une faible partie de l'aide alimentaire car peuples guerriers esclavagistes rebelles à la sédentarisation délaissés par le pouvoir dans le Sahel ou en Sierra Leone. Elimination de populations gênantes comme au Cambodge de 1976 à 1979 (génocides des khmers rouges et faim organisée au service de la terreur idéologique avec 2 millions de morts) ou au Darfour où les milices de Khartoum des janjawid en interdisant les aides des ONG en coupant les routes d'approvisionnement ont acculé 1,3 million de déplacés à la famine. Les famines exposées deviennent même des moyens de drainage de l'aide, un moyen compassionnel de manipuler l'opinion internationale (Ethiopie, Corée du Nord qui pratique avec régularité cette « diplomatie d'extorsion »).

Mais pour autant 3 excès demeurent :

- Les pénuries caloriques mais aussi le manque de diversification de l'alimentation (carences en protéines, en sels minéraux) et à l'inverse, des excès caloriques et l'obésité qui progresse (en 2013 on compte 2,1 milliards d'humains en surpoids dont 670 millions d'obèses) et l'obésité est d'ailleurs considérée en Chine comme un marqueur de mondialisation. Les marchés qui ne représentent que 15 % de la production alimentaire mondiale pèsent de façon excessive sur le bien être de 2 mds d'êtres humains mal nourris (moins de 2 \$ par jour et moins de 2 700 calories quotidiennes).

- De fait on peut se demander si la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme et le développement durable ne marginalise pas les objectifs de lutte contre la faim et alors que la terre aurait les moyens de nourrir ses habitants. Sylvie Brunel de façon un peu provocatrice n'hésite pas à parler de courants malthusiens qui se comportent sur la terre comme s'il y avait des « peuples en trop » des « peuples proliférants » face auxquels certains régulateurs tels la famine, le sida et la guerre seraient des régulateurs incontournables voire nécessaires ! (Monsieur Ebola n'a-t-il pas été convoqué pour régler le problème des migrations !)

### **C/ Une pression accrue des besoins alimentaires mais des stratégies plus industrielles qu'agricoles affichées**

Malgré les besoins, de moins en moins de terres sont disponibles avec l'érosion, la salinisation des sols qui font perdre 10 millions ha par an cultivables et l'étalement urbain 3 millions d'ha quand les défrichements ne font gagner que 12 millions ha. Les terres agricoles couvrent désormais plus de 4 900 millions d'ha et leur progression est des plus faibles.

Le gaspillage alimentaire sévit, 1,3 milliard de tonnes jetées ou perdues par an dans le monde et 260 kg en France par personne et par an ! Au-delà de ces comportements la seule pression démographique crée des besoins : la terre dépassera 10 milliards d'hommes en 2050. La croissance urbaine confortera les besoins (2 citadins sur 3 habitants en 2050) et l'accès aux classes moyennes de plus en plus rapide et dans le même temps paradoxalement l'extension des villes et des réseaux fait perdre 13 millions d'ha de terres cultivables par an dans le monde.

Ne parle-t-on pas de NPI et peu de NPA (nouveau pays agricole ?). Ne vante-t-on pas le Brésil acteur global plus par ses industries extractives (Vale), son BTP (Oderbrecht) ; que par son rôle de ferme du monde (1<sup>er</sup> rang mondial dès 2020) ? La Chine puissance émergente est plus valorisée pour ses exportations industrielles – biens de consommation – que ses performances agricoles au cœur de la bataille des 4 modernisations et ses conquêtes dans l'agrobusiness mondial (Tomates). Elle a pourtant réalisé l'improbable à la fin du xx<sup>e</sup> : nourrir sa population dans un pays où les superficies en cultures sont limitées et non extensibles et où le problème de l'eau est latent ; il est loin le temps où la rencontre paysans pauvres et ouvriers avait bâti la Chine communiste. Paradoxalement plus un pays compte d'agriculteurs plus il souffre de la faim ! Car les pays pauvres ruraux investissent... peu dans leur agriculture et pourtant c'est là qu'existent des réserves de production : les rendements dans les pays pauvres sont inférieurs à 2T de céréales par ha contre plus du triple dans les pays riches.

On peut ici aussi évoquer la pression paradoxale de l'écologie sur l'agriculture mondiale et la sécurité alimentaire. La création d'aires protégées (17 % des terres émergées en 2020 contre 12,7 % en 2010) décidée à la Conférence de Nagoya, les mécanismes de lutte contre la déforestation et le changement d'affectation des sols sont autant de buttoirs pour accroître les aires cultivées. Est-il encore temps

<https://vertuprepas.com/>

de rappeler avec Sylvie Brunel, que un hectare de maïs certes est gourmand en eau mais capte deux fois plus de CO<sub>2</sub> qu'une forêt mature et débouchent sur une biomasse de 10 tonnes réutilisables dans la chimie vertes (les sacs biodégradables...). Mais l'ensemble du secteur de l'agriculture, de la forêt et de l'utilisation des terres représente 24 % des émissions anthropiques mondiales : dioxyde de carbone pendant les labours, émissions de méthane provoquées par la digestion animale (le gaz à effet de serre possède un pouvoir de réchauffement 25 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone) le 3-nitrooxypropanol (3-NOP), qui inhibe cette synthèse de méthane en agissant sur les bactéries de la panse, n'est pas encore la panacée, les épandages d'engrais d'origine organique ou industrielle...

## II. L'insécurité alimentaire mondiale naît de plusieurs facteurs paradoxaux

### A/ L'émergence : une dynamique contradictoire dans ses effets

Cette dynamique est certes facteur de progrès de moyennisation de la société, de bond en avant du PIB/ha, de hausse du niveau de vie, de diversification des consommations alimentaires au-delà des hydrates de carbone de décloisonnement des espaces et de mobilité accrue.

Emergence signifie aussi pression sur l'offre agricole, de transition alimentaire : urbanisation (50 % d'urbains dans le monde en 2007, 65 % en 2050), moyennisation surtout en Asie (2020, 42 % de la population mondiale dont 53 % en Asie) qui implique plus de consommation de céréales indirectement (viande), diversification alimentaire (300 MacDo s'ouvrent chaque année en Chine !), et exode rural souvent (cf. paysans mingongs chinois au service des industries labor intensive côtières). Les classes aisées des villes consomment 3 repas par jour constitués d'aliments à haute valeur ajoutée et beaucoup de produits laitiers et de viandes accentuant la pression sur les céréales : pour al Fao en 2050 la production de céréales devrait s'établir à 3,4 milliards de tonnes pour satisfaire les besoins. Elle a gagné 1 milliard de tonnes que de 1960 à 2000 !

L'émergence accroît les externalités négatives pour l'agriculture : intrants chimiques polluant les nappes phréatiques, artificialisation de la nature vectrice de pandémies (EBS), uniformisation des goûts et paradoxalement ce sont ceux-là même qui créent cette pression négative sur l'agriculture qui sont les plus attentifs à en corriger les effets (écologisme un peu sectaire, boycott de produits).

Le paradoxe n'est-il pas aussi comme le souligne Sylvie Brunel (Enjeux alimentaires, *Le monde diplomatique*, mai 2015) que la croissance urbaine est le symptôme de l'échec du monde rural dans les pays pauvres, et émergents plus que la conséquence de la modernisation des campagnes comme on avait pu l'observer lors de la révolution agricole ? Un constat qui tend à segmenter le développement des pays émergents et à opposer villes-campagnes dans ce processus.

### B/ De nouvelles formes d'impérialismes agricoles malgré l'essoufflement du « food power »

Le « food power » a certes été remis en cause au nom du droit à la nourriture (art. 25 de la déclaration des droits de l'Homme à la conférence de Novi Sad (1980) sur la nouvelle génération des droits de l'Homme). On a mis en avant les difficultés pour les paysans des pays pratiquant l'embargo à ne pas subir l'effet boomerang – référence à la crise des belts céréaliers américains pendant l'embargo à l'encontre de l'ex URSS dès 1980 – certains se sont interrogés sur l'efficacité des embargos – contournement, diversification des fournisseurs comme pour l'ex URSS qui

trouve un appui en Argentine dans le contexte de la guerre des Malouines. L'opinion internationale s'est montrée très hostile envers ce droit de vie et de mort des démunis. Le soja plus puissant que la bombe atomique pour un secrétaire d'Etat à l'agriculture américain (Earl Butz) que représentent ces embargos alimentaires. La guerre en Irak et le programme nourriture contre pétrole n'a pas été pour rien dans ce réquisitoire contre l'arme de la faim.

Mais pour autant d'autres formes d'impérialismes sont apparus :

- Le *landgrabbing* qui est une agression contre la souveraineté alimentaire des Etats et qui est imposé à des paysans aux mépris de leurs droits (Chine, Corée du Sud et Emirats en Afrique). L'année 2014 a d'ailleurs été déclarée par l'ONU année de l'agriculture familiale pour faire face aux dynamiques d'accaparement de terres par des groupes géants ;
- L'*agrobusiness* triomphant comme au travers du coton BT de Monsanto au Burkina Faso avec des arguments manipulés sur leur prix, la régularité de leurs récoltes, leur faible exigence en engrais... Argenbio conseil argentin pour l'information et le développement des biotechs n'est pas avare de compliments sur la rentabilité des OGM dans ce pays 3<sup>e</sup> pour la superficie cultivée en OGM : de 1996 à 2011 ce sont quelques 65 milliards de \$ qui ont été gagnés pour le soja tolérant au glyphosate grâce à la diminution des herbicides des labours et l'extension des cultures dont 72 % sont allés aux fermiers, 21 % à l'Etat et 7 % aux fournisseurs. Ce sont 1,8 millions d'emplois qui seront créés en 15 ans par ces technologies... Il n'y a qu'à lire l'ONG *Grain* créée à Barcelone en 1990 pour déchanter et voir les effets négatifs de la monoculture intensive du soja (un ouvrier pour 500 ha) et l'impact négatif sur le grenier mondial argentin ;
- Les biocarburants imposant des reconversions discutables de l'utilisation des sols, des terres consacrées au blé ou à la production laitière sont désormais consacrées aux biodiesel (colza, maïs) conversion jugée « crime contre l'humanité » par Jean Ziegler le rapporteur des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, en octobre 2007 ;
- Les OGM, peu de recherche pour des variétés adaptées aux pays tropicaux et des biotechnologies.

### **C/ La mise en place de mécanismes de stabilisation occultée par des dérives spéculatives comme en 2008 et 2010**

Certes des accords ont été conclus par produits dans le prolongement des accords de la Cnuced et des fonds de stabilisation des matières premières, les marchés à terme (Chicago board of trade ou marchés de Sydney) ont été moralisés, des accords cadres ont été signés sur la réduction des subventions à l'exportation (grand thème de l'OMC au Doha round...), des systèmes d'alerte précoce anticipant les crises alimentaires existent.

Mais c'était sans compter la crise de 2008 qui a détourné les marchés financiers de la spéculation boursière classique et reportée sur les produits agricoles la recherche de profits. L'emballlement des cours céréaliers, et la pénurie dans des pays prioritairement exportateurs ou traditionnellement déficitaires ont débouché sur des marches de la faim, et des révoltes des « ventres creux » dans 30 pays dont en Egypte à Haïti au Sénégal au Cameroun (40 morts en février 2008) ou en Tchétchénie surtout dans des pays pauvres où dans de nombreux pays pauvres près de la moitié des budgets sont consacrés à l'alimentation déjà. Les « cultures loteries » aux rendements irréguliers dans des zones non climatiques semi arides accentuent l'instabilité des marchés tendus après une raréfaction de l'offre : depuis une décennie les rendements par ha stagnent dans bien des cultures.

<https://vertuprepas.com/>

### III. Ainsi l'ordre alimentaire mondial programmé mais pas atteint fait naître des enjeux géopolitiques majeurs et parfois nouveaux

#### A/ La domination exclusive des grandes économies agricoles EU et UE remise en cause ?

Grâce à leurs FMN, leur protectionnisme ouvert ou caché (cf. J Y Carfantan pour l'UE première importatrice de produits agricoles des PED dans la mondialisation déloyale évoque un taux direct et indirect de protection du marché européen vis-à-vis des pays du Tiers monde de plus de 30 %) la mise en tutelle de la transformation des produits par l'agroalimentaire du Nord, les modes d'alimentation au cœur de la « world bouffe » le contrôle d'une biocratie, les pays du Nord conservent leur domination hégémonique : d'ailleurs EU siège de l'ONU et UE (Rome siège de la FAO) sont les deux premiers exportateurs et importateurs agricoles mondiaux). En soi ce positionnement contraste avec les problématiques des champs du départ, de « désagriculturation » de ces pays, de crise structurelle du secteur agricole encore pourtant très subventionné (du moins avant les révisions de choix pour la Pac de 2013).

De fait on a l'impression que les rapports de force installés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (PL480 en 1954 « food for peace » devenu « food for freedom » et dépassement en 1972 par l'UE de l'autosuffisance alimentaire) n'ont pas été fondamentalement changés. Les agricultures les plus performantes sont aussi les plus subventionnées comme celle des EU, soutien dans la loi cadre 2014-2018 de 95 mds de \$ par an (70 mds d'euros) et pour la séquence 2014-2020 quelques 60 mds d'euros annuels dans l'UE. Cela n'exclut pas une percée de *global players* du Sud dans le commerce agricole mondial comme dans le marché de la viande avec 3 pays du Sud sur les 5 premiers (groupe dominant brésilien JBS depuis le rachat de son concurrent brésilien Marfrig). De plus en plus les pays émergents (16 pays émergents représentent à eux seuls 53 % de la production agricole et 2/3 de la croissance mondiale du secteur de 1993 à 2013) peuvent bloquer des négociations internationales et contester la puissance établie des EU et de l'UE comme ils l'ont fait à Doha et dans leur pression depuis Cancun pour balayer les subventions aux agriculteurs européens et américains. Cela freine l'ordre vert imposé par les pays nantis, on a cru voir une nouvelle géopolitique de l'agriculture.

#### B/ La difficile quête de l'autosuffisance vivrière dans les PED, une utopie ou objectif ?

Certes, exceptionnellement, des pays parviennent à des résultats probants (Botswana, Malawi) mais ils restent marginaux surtout en Afrique subsaharienne terroir de la faim. Seuls 10 pays sur 54 tiennent les engagements de la conférence de Maputo en 2003 de consacrer 10 % de leur budget à l'agriculture !

Dans certains pays l'appropriation des terres se fait au détriment de minorités (Mapuches et autres Aymaras au Chili ou en Bolivie). L'aide alimentaire reste un moyen d'influencer ses pays pour les pays développés ; (aid for trade, aide mercantile philanthropique qui sert souvent à écouler des excédents créer artificiellement des habitudes alimentaires et installer des dépendances). La pression des agrocarburants contre l'agriculture (UE en Amérique Latine) est forte et ce indépendamment des besoins vivriers. Dans la compétition cultures vivrières / cultures spéculatives, il existe toujours une prime aux cultures de rente produits des cultures de plantation de la colonisation.

Finalement le principal paradoxe est de constater que l'Afrique renaissante du point de vue industriel reste encore le continent où la situation alimentaire est la plus critique, un habitant sur quatre ne mange pas à sa faim et où en 2014, 26 pays sur 33 dans le monde ont besoin d'aide alimentaire... Difficile dans ce cadre d'évoquer la « moyennisation » de l'Afrique comme symbole d'une Afrique bien partie ou répartie.

### C/ De nouveaux paramètres, sources de tensions

Le réchauffement climatique devient le quotidien des agriculteurs. Le Giec en 2014 dans son 5<sup>e</sup> rapport est explicite sur les problèmes induits par l'irrégularité, et la diminution des précipitations sur les populations agricoles les plus pauvres. Deux céréales sont exposées particulièrement à la sécheresse le blé et le maïs, de même le riz est très exigeant en eau. Le changement climatique pousse des agriculteurs de l'Afrique transsaharienne à « vouloir vivre à l'étranger plutôt que mourir chez eux » (comme les Soninké de la région de Kayes au Mali). Le réchauffement pèse aussi sur des zones humides et sur les complexes deltaïques comme au Bangladesh. Le Bangladesh (delta du Gange et du Brahmapoutre) où sur un territoire grand comme la moitié de la France, 150 millions d'habitants vivent à moins de 10 m au-dessous du niveau de la mer et au regard des évolutions actuelles pourrait perdre 17 % de son territoire. Les mangroves sont déjà menacées notamment celle des Sundarbans une des plus actives du monde. La transformation des rizières en fermes à crevettes n'est qu'une solution partielle car l'activité d'aquaculture mobilise 10 fois moins de main-d'œuvre condamnée à migrer vers... Dacca (21 millions d'habitants en 2015). Ces migrations incontrôlées peuvent déboucher sur des conflits avec l'Inde qui s'est déjà dotée d'un mur de protection ! Le réchauffement climatique ponctionne les réserves d'eau douce (lesquelles interviennent pour 70 % dans l'irrigation et sont vitales) il faut 1 000 fois plus désormais d'eau pour nourrir un homme que pour étancher sa soif. Les guerres de l'eau sont donc l'arrière plan de ces évolutions. Pour le psychosociologue Harald Welzer in *Guerres du climat* (Gallimard, 2009) le Darfour est une guerre climatique depuis 1960 la région connaît des sécheresses catastrophiques, une désertification accélérée, de là des déplacements de population, une compétition entre éleveurs nomades et paysans sédentaires qui appartiennent à des ethnies différentes. Dans un pays où 70 % de la population vit de la terre la disparition des pâturages peut devenir rapidement explosive. Difficile de se rassurer dans ce contexte avec la libération de terres gelées à l'aval de l'augmentation des températures : elles sont situées à des latitudes élevées. Elles sont déconnectés des foyers de consommation, des transports efficaces et d'autres menaces pèsent sur elles (rétrovirus). Certains conflits déstructurent des agricultures. Au Zimbabwe, la radicalisation de Mugabe contre les fermiers blancs a été catastrophique et pèse sur l'équilibre régional (migrations vers l'Afrique du Sud en proie à des mouvements xénophobes). Au sud Soudan quelques 2 millions de déplacés en un an pour une guerre postérieure à la création de ce 54<sup>e</sup> Etat d'Afrique ont rompu les équilibres fragiles pastoraux comme hier au Darfour. En Afrique en 2013 un pays sur quatre continue à souffrir des effets induits par des conflits armés pénalisant le développement agricole. Des choix ont été plaqués (Nigeria, hier grande puissance agricole a succombé à la rente pétrolière et à la revalorisation du naira). Une piraterie maritime qui dissuade les aides internationales comme au large de la Somalie. La fuite en avant dans des revenus de cultures illicites du khat malgache au pavot sanctionne des échecs et est instrumentalisé par des guérillas (Colombie).

Ainsi la gouvernance mondiale agricole piétine dans tous ces registres et on est loin du cri d'alarme de Nerhu « *Tout peut attendre excepté l'agriculture* », 1948. Nourrir 7 mds d'hommes c'est-à-dire fournir une alimentation suffisante en quantité et qualité au-delà des 2 700 calories par jour et par habitant reste donc un défi. Certes les visions les plus pessimistes malthusiennes ont été balayées ou du moins différées mais la terre reste un objet de conflits (réformes agraires toujours retardées – Afrique du Sud où 10 % des terres seulement sont redistribuées – ou inopérantes) et l'ouvrage « *paysans affamés terres massacrées* » de René Dumont (1978) a encore une certaine actualité... preuve s'il en fallait d'un certain statu quo assez paradoxal de la géopolitique de la faim.